



Infos Gaza – 593 bis – La centrale électrique de Gaza est forcée de s'arrêter.



Mardi 14 Février 2012 12:30



La centrale électrique de Gaza a été arrêtée ce matin parce que le combustible nécessaire à son fonctionnement a manqué. Le PCHR craint que la crise actuelle puisse avoir un impact sur l'accès de 1,6 million Palestiniens aux services essentiels, y compris l'approvisionnement en eau potable, et que cette crise puisse entraîner la suspension des travaux dans certains secteurs vitaux, tels que la santé, l'assainissement et l'éducation.

Selon PCHR dans le cadre de la course actuelle pour le Pouvoir dans la bande de Gaza, « L'Autorité palestinienne de l'énergie de Gaza » a annoncé que la centrale électrique de Gaza a été totalement arrêtée ce matin, 14 Février 2012, en raison du manque de carburant. « L'Autorité de l'énergie » a allégué que le manque de carburant est dû à des mesures volontaires prises pour empêcher sa livraison. Dans un communiqué de presse publié aujourd'hui sur son site internet, « L'Autorité de l'énergie de Gaza » a insisté sur le fait que la centrale souffre déjà d'un déficit grave et ne couvre que 35% des besoins de Gaza. « L'Autorité de l'énergie » tient pour responsable l'occupation israélienne de la crise actuelle.

Depuis plus d'une semaine, la centrale électrique de Gaza souffre d'une diminution de carburant en provenance d'Égypte par des tunnels. Depuis vendredi dernier, 340.000 litres de carburant ont été livrés à la bande de Gaza par des tunnels. Cette quantité de carburant permet à la centrale électrique de ne fonctionner qu'une demi-journée : la centrale consomme 600.000 litres de carburant par jour. « L'Autorité de l'énergie de Gaza » a utilisé le carburant de son propre stock pour couvrir le manque dans les approvisionnements en carburant. Mais, elle-même à sec, l'Autorité a annoncé la fermeture totale de la centrale.

Le PCHR craint que cette nouvelle crise ait des conséquences graves. « La pénurie d'électricité va augmenter de 62%, a déclaré M. Jamal al-Dardasawi, Directeur des relations publiques de la Société de distribution d'électricité (GEDCO) dans la bande de Gaza. Il a précisé qu'à l'heure actuelle 137 mégawatts d'électricité sont fournis, se répartissant comme suit: 120 mégawatts en provenance d'Israël et 17 mégawatts fournis par l'Égypte. La bande de Gaza a besoin d'environ 360 mégawatts d'électricité par jour. » Al-Dardasawi a noté que le GEDCO va appliquer un programme basé sur une distribution pendant six heures, puis coupé pendant 12 heures chaque jour.

Walid Saad Sayel, Directeur exécutif de la centrale électrique de Gaza accuse, dans des

communiqués de presse, GEDCO et « l'Autorité de l'énergie de Gaza » de manquement grave dans le rôle qui leur est assigné. Il a noté que la Centrale peut techniquement fournir entre 130 et 140 mégawatts d'électricité, mais les quantités limitées de carburant fournies à la centrale l'en empêche. Sayel a dit que la crise de l'énergie a été sérieusement affectée depuis le début des dissensions politiques internes. Il a appelé toutes les parties concernées à ne pas instrumentaliser le secteur énergétique dans la crise politique.

Il convient de noter que, avant Novembre 2009, l'Union européenne (UE) payait 50 millions de shekkels par mois pour le coût du carburant fourni par Israël vers la centrale électrique de Gaza. En Novembre 2009, l'UE a annoncé la suspension des fonds **directs** pour payer le carburant de la centrale. L'UE a commencé à payer ces fonds à « l'Autorité palestinienne de Ramallah », qui à son tour s'est engagée à payer à Israël le coût du combustible nécessaire au fonctionnement de la centrale de Gaza. « L'Autorité palestinienne de l'énergie à Ramallah » a pris sur son budget les fonds nécessaires pour payer le carburant. De son côté GEDCO devait transférer l'argent qu'il collecte auprès des consommateurs, à « l'Autorité de l'énergie à Ramallah ». Toutefois « Ramallah » a réduit la couverture financière pour le fuel, affirmant que l'argent envoyé par GEDCO n'était pas suffisant pour couvrir le coût du combustible nécessaire à la consommation électrique des Gazaouis

Au cours des deux dernières années, les Palestiniens de la bande de Gaza ont subi des pannes de courant entre 6 et 12 heures par jour. En Avril 2004, « l'Autorité de l'énergie de Gaza » et « l'Autorité de l'énergie de Ramallah » avaient conclu une entente selon laquelle GEDCO transférerait 4 millions de dollars à « l'Autorité de l'énergie de Ramallah » pour couvrir les frais de la centrale de Gaza. En Janvier 2011, « l'Autorité de l'énergie de Gaza » a cessé d'importer du carburant d'Israël, et l'a importé d'Egypte à travers les tunnels que les techniciens de « l'Autorité de l'énergie de Gaza » ont réussi à raffiner pour exploiter leur centrale.

La souffrance des civils palestiniens dans la bande de Gaza est aggravée, en particulier à cause du froid et en raison de la course pour le Pouvoir. Les Palestiniens subissent des pannes d'électricité de plus en plus répétées. Les gens ont exprimé leur insatisfaction d'autant plus grande que le secteur de l'énergie est au cœur du conflit politique. La nouvelle crise coïncide avec le début du deuxième semestre scolaire.

Le PCHR suit cette crise de l'énergie et son aggravation dans la bande de Gaza avec une grave préoccupation :

1. Il appelle toutes les parties concernées, y compris les deux gouvernements palestiniens à Gaza et Ramallah et GEDCO, à exercer tous les efforts possibles et nécessaires pour fournir du combustible nécessaire à remise en route de l'usine électrique de Gaza, et à assurer le fonctionnement continu de la centrale;
2. Il met en garde contre les graves conséquences de l'arrêt total de la centrale et l'impact sur l'accès des 1,6 million de Palestiniens aux services essentiels, y compris l'approvisionnement en eau potable, et sur le travail dans certains secteurs vitaux comme la santé, l'assainissement, et de l'éducation;
3. Il réaffirme qu'il est nécessaire de rechercher immédiatement des solutions stratégiques pour mettre fin à la crise actuelle pour le Pouvoir qui a des répercussions sur la bande de Gaza depuis environ 6 ans;
4. Il souligne que les civils palestiniens ne doivent pas supporter le poids de l'échec des parties responsables de cette crise. Ainsi, ces parties doivent s'engager à fournir aux civils palestiniens tous les services qui leur sont dus et cela en toute circonstance

